



**DE LA PRESTATION DE
SERVICES À LA
GESTION DURABLE DE
L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU AU TADJIKISTAN**



OXFAM

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

1 Vue d'ensemble

Informations relatives au programme

Nom	Programme d'eau, assainissement et hygiène (WASH) au Tadjikistan
Pays	Tadjikistan
Budget	7,45 millions de livres sterling (2018-2023)
Date de début	Décembre 2018
Date de fin	Mars 2023
Bailleurs de fonds	La Direction générale de la Coopération internationale et du développement international de l'Union européenne (DG DEVCO), FinWater, la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et la Banque mondiale.

Analyse du problème

On décrit souvent le Tadjikistan comme le pays le plus pauvre d'Asie centrale, notamment en raison de son PIB par habitant systématiquement plus faible que celui de ses voisins. Ses infrastructures sanitaires se sont gravement détériorées suite à des décennies de sous-investissement et à l'incapacité de faire face aux nombreux dégâts de la guerre civile qui a frappé le pays entre 1991 et 1996. D'importants progrès ont été réalisés au cours des dernières années. Toutefois, les changements s'amorcent lentement et près d'un tiers de la population rurale n'a toujours pas accès à des sources d'eau améliorées¹, comparé à moins de 10 % de la population dans les villes du Tadjikistan et moins de 20 % dans les zones rurales d'Ouzbékistan, le pays voisin.

Dans tout le pays, des efforts sont réalisés pour que chacun dispose d'un accès adéquat à l'eau et aux infrastructures sanitaires. La structure de gouvernance de l'eau est onéreuse, saturée et se caractérise par sa législation contradictoire et des responsabilités floues entre les secteurs public et privé. La réforme du secteur et le lancement d'infrastructures améliorées ont été lents, nécessitant de collecter des redevances auprès des usagers pour veiller à la pérennité financière du service, et d'instaurer des mécanismes de redevabilité robustes pour protéger les droits des plus vulnérables.

Description

Le programme WASH actuellement mis en œuvre au Tadjikistan a vu le jour en 2009. La vision stratégique s'étend jusqu'à 2023 et le budget s'élève à 7,45 millions de livres sterling pour la période 2018-2023. Le programme s'appuie sur une théorie du changement qui repose sur quatre composantes : améliorer la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'échelle nationale et locale ; consolider l'offre et la demande en matière d'assainissement et améliorer les pratiques d'hygiène au niveau des ménages ; renforcer la responsabilité sociale dans la mise à disposition de l'eau ; et mobiliser des fonds à travers des modèles de financement innovants pour l'eau et l'assainissement.

Sur le plan national, Oxfam exerce une grande influence en matière de gouvernance de l'eau et a formé une coalition pour le travail de coordination, de plaidoyer et d'influence : le

Network of Stakeholder Organizations on Sustainable Water Supply and Sanitation (TajWSS)². Au niveau des districts, Oxfam œuvre à la promotion de la gouvernance par le biais d'associations d'usagers de l'eau, qui font partie de structures locales gouvernementales et sont chargées de l'approvisionnement en eau et de sa gestion en milieu rural. Ces associations sont tenues de rendre des comptes aux Water Trust Funds, qui sont composés de spécialistes WASH locaux du gouvernement et du secteur privé et qui sélectionnent des villages affichant un besoin en eau et infrastructures sanitaires.

En matière d'assainissement, Oxfam commence tout juste à adopter une approche de « marketing de l'assainissement », également mise en œuvre aux Philippines³. Cette approche entend stimuler les investissements des ménages et consolider le marché des produits sanitaires, créer de l'emploi, réduire les coûts et promouvoir des normes sanitaires.

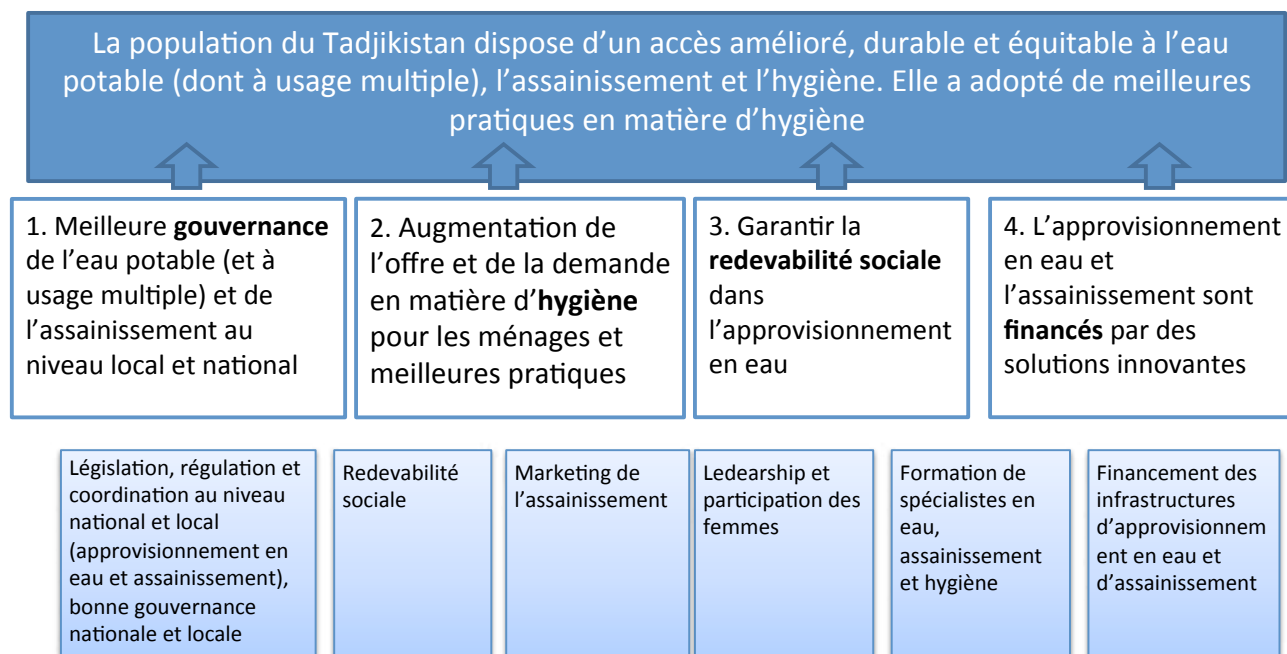
Oxfam stimule l'approvisionnement en eau en renforçant les capacités des acteurs chargés du ravitaillement en eau et de l'entretien des systèmes, et elle soutient le recouvrement durable des coûts par le biais d'accords tarifaires communautaires. Oxfam a assuré la construction d'infrastructures WASH, grâce au co-financement de projets identifiés par les Water Trust Funds.

Le programme comprend le projet Tajikistan Water Sector Improving Social Accountability Project (TWISA), financé par la Banque mondiale, qui cherche principalement à renforcer l'engagement des personnes auprès desquelles Oxfam travaille pour suivre les performances de l'approvisionnement en eau et du sous-secteur de l'assainissement. Pour ce faire, il pourrait par exemple développer des indicateurs de la qualité des services qui tiennent compte des femmes comme des hommes ou avoir recours à un Conseil communautaire consultatif pour contrôler la prestation du service.

La composante « matérielle » du programme est en cours de transition vers l'identification des modèles qui promeuvent une meilleure pérennité financière, comme le recours à des fonds renouvelables, la mise à l'essai d'obligations à impact sur le développement (Development Impact Bonds) ou l'accès facilité à la finance pour le développement d'infrastructures.

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

Théorie du changement globale



Les six dimensions sont cruciales pour assurer la durabilité de la prestation de service

2021 – Le gouvernement local est en mesure d'obtenir un prêt auprès d'une banque commerciale et de le rembourser.

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

2 Résultats et défis

Résultats obtenus

Faire entendre la voix des populations dans les réformes engagées

De par son travail de politiques, Oxfam est parvenue à garantir que les droits des communautés rurales demeurent l'une des priorités dans les réformes engagées. Pour ce faire, nous avons invité des parties prenantes de haut niveau à rejoindre le réseau TajWSS et avons relié dans la pratique notre travail auprès des communautés à nos discussions en matière de politiques.

Oxfam a, de cette manière, joué un rôle fondamental dans le développement de composantes clés du cadre de travail réglementaire au Tadjikistan. Oxfam :

- s'est alliée au PNUD pour développer une nouvelle méthode de collecte des redevances qui soit équitable, locale et qui permette de recouvrer pleinement les coûts ;
- a facilité la création de Plans de sécurité de l'eau par le gouvernement du Tadjikistan, essentiels pour atténuer la prolifération de maladies liées à l'eau ;
- a donné voix au chapitre aux populations rurales afin qu'elles soient prises en compte dans les législations nationales, notamment la loi⁴ de 2010 relative à l'eau potable et l'approvisionnement en eau potable, et dans l'établissement d'objectifs nationaux dans le cadre du Protocole sur la santé des Nations unies de 2013⁵.

Garantir la pérennité des infrastructures via la collecte décentralisée de redevances

Oxfam, en partenariat avec le PNUD, a élaboré et mis à l'essai une nouvelle méthode de recouvrement des coûts pour la collecte des redevances liées à l'eau. Cette méthode - qui s'appuie sur des ressources locales, une gestion décentralisée et un mécanisme de redevabilité robuste - s'est montrée extrêmement concluante, avec des taux de collecte atteignant jusqu'à 85 %.

Défis particuliers

Le Tadjikistan est l'un des pays au monde qui dépend le plus des transferts de fonds⁶. Les travailleurs tadjiks basés en Russie envoient de l'argent à leur famille, argent qui joue un rôle essentiel dans le budget des ménages et contribue au développement économique national. La crise financière qui sévit actuellement en Russie a eu des conséquences dramatiques sur les flux de transferts de fonds, qui ont chuté

de près d'un milliard et demi de dollars entre 2013 et 2015⁷. Les répercussions économiques qui en ont découlé ont été brutales, se traduisant par des coupes budgétaires et l'annulation de certains projets d'infrastructure. Les ménages ont par ailleurs rencontré des difficultés à financer les services d'approvisionnement en eau et sanitaires.

Cela a entravé les efforts de l'équipe de programme cherchant à réformer le secteur par le biais d'un mécanisme de collecte des redevances, et à garantir le soutien du gouvernement dans la mise en œuvre des projets d'approvisionnement en eau. De plus, l'instabilité économique croissante a rendu le pays moins attrayant pour les investisseurs, réduisant les avantages et les opportunités de financements internationaux pour les projets d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Bien que d'un côté, les problèmes macroéconomiques restent une frustration pour l'équipe de programme, Oxfam a cherché à atténuer leur impact sur les populations rurales vulnérables. Le modèle d'Oxfam promeut l'adhésion de la population locale à la prestation de services et à l'entretien des infrastructures, ce qui comprend notamment la collecte des redevances. Cette approche garantit que les décisions relatives aux exonérations de frais ou aux paiements en nature (par ex. contre des cultures) pour les ménages pauvres sont prises à l'échelle locale.

Enseignements

Les mécanismes de collecte des redevances permettent de garantir efficacement la pérennité des programmes WASH, mais risquent d'accroître la vulnérabilité des ménages en période de chocs économiques. Les équipes de programmes doivent veiller à ce que les mécanismes favorisent la participation et l'adhésion de la communauté afin d'atténuer ce risque.

Il convient de rassembler les acteurs locaux et de travailler étroitement avec les institutions compétentes pour maximiser l'impact de notre travail de plaidoyer.

Sensibiliser les consommateurs à leurs droits et responsabilités permettra de garantir la durabilité de l'eau et de l'assainissement, répondant ainsi aux besoins des groupes d'utilisateurs, notamment des femmes.

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

3 Partenariats et liens avec d'autres programmes

Partenariats

Oxfam est aux avant-postes de la coordination des activités WASH au Tadjikistan. Elle a fondé le réseau TajWSS en 2010, en coordination avec le gouvernement du Tadjikistan et avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). Le réseau est parvenu à rassembler des partenaires du secteur de l'eau au Tadjikistan, s'assurant de l'adhésion des organismes gouvernementaux, du Parlement et du secteur privé, et mobilisant des bailleurs de fonds, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des universitaires et les médias. Il a fourni une plateforme de collaboration entre divers acteurs importants, les encourageant à coopérer pour façonner la législation, la recherche, les pilotes, les évaluations et le travail de plaidoyer.

Oxfam entretient par ailleurs une relation de travail solide avec le gouvernement tadjik et des bailleurs de fonds institutionnels. Elle joue un rôle majeur dans deux autres forums : un rôle d'observatrice lors de la Rencontre de coordination interministérielle menée par le gouvernement, et un rôle de présidente du Conseil de coordination des bailleurs de fonds, dirigé par ces derniers.

Le rôle d'Oxfam au sein de ces réseaux a permis de collaborer avec d'importantes organisations sur les projets. Nos équipes de programme ont été en mesure de tirer profit de l'accès et de l'autorité du PNUD pour investir davantage dans son travail de recherche et de plaidoyer, afin de parfaire le travail d'Oxfam auprès de communautés rurales.

Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Oxfam reconnaît que la crise mondiale de l'eau trouve ses origines dans le pouvoir, la pauvreté et les inégalités, et pas simplement dans la disponibilité physique de l'eau. Au Tadjikistan, pays extrêmement riche en eau, où sa disponibilité est pourtant limitée, il est essentiel de tenir compte de cette dynamique dans notre travail de programme. Le programme a abandonné la prestation directe de services, transférant la responsabilité de la fourniture de matériels aux organismes de gouvernance locaux, qui sont tenus de rendre des comptes à la communauté.

Une évaluation de marché a été menée pour analyser la portée du marketing de l'assainissement. Les conclusions ont montré que l'accessibilité économique n'est pas nécessairement le principal obstacle à l'utilisation d'infrastructures d'hygiène améliorées au sein des ménages. Il a également veillé à la participation des femmes tout au long du processus, en leur donnant les moyens de prendre conscience de leurs droits et de leurs responsabilités en matière de prestation de services d'eau et d'assainissement, et de prendre part aux mécanismes de redevabilité.

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

4 Zoom sur...

De la prestation de services à la gestion durable de l'eau

« La communauté internationale ne sera pas éternellement présente », constate Orkhan Ali, responsable de programme WASH d'Oxfam au Tadjikistan. « Nous devons veiller à ce que le cadre soit propice à l'intervention d'autres acteurs. »

Malgré la pauvreté généralisée, des infrastructures en ruine et une économie fortement exposée aux chocs externes, l'intérêt des bailleurs de fonds pour le Tadjikistan est en déclin puisque l'attention se porte sur des crises plus importantes. Les acteurs internationaux œuvrant dans le pays reconnaissent par ailleurs unanimement que les solutions proposées par les bailleurs aux problèmes d'accès à l'eau dans le pays au cours des dernières décennies ne sont pas durables.

Oxfam s'est engagée à fournir des infrastructures à l'échelle locale, asseyant ainsi sa crédibilité au sein des communautés comme au niveau national. Elle fournit actuellement de l'eau potable à 26 000 personnes grâce aux financements qu'elle verse aux Water Trust Funds, par le biais desquels elle a par ailleurs formé la population à la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau. À l'heure actuelle, Oxfam a fourni de l'eau potable à 200 000 personnes en zones rurales.

Intensifier l'engagement communautaire

Au cours des prochaines années, Oxfam se concentrera sur des mesures qui soutiennent davantage les opérations et la gouvernance des infrastructures WASH au niveau local, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis de fonds extérieurs. Elle cherchera par ailleurs à trouver des solutions pour financer le réseau d'approvisionnement en eau sur le long terme.

Oxfam fera tout son possible pour développer localement ses opérations et la collecte de redevance, en travaillant avec d'autres parties prenantes afin de veiller à l'adoption généralisée de son modèle. Ce dernier est déjà soutenu par le PNUD, la DDC, le Ministère du développement international britannique (DFID) et la Banque mondiale. Oxfam continuera à œuvrer auprès des communautés et avec le gouvernement local pour aider la population locale à s'approprier les infrastructures. Elle continuera par ailleurs à renforcer le rôle des comités d'usagers de l'eau et des comités communautaires consultatifs afin de veiller à ce que les recettes perçues soient réinvesties dans l'entretien du réseau.

Solutions de financement à long terme

Répondre aux besoins financiers du secteur WASH au Tadjikistan sur le long terme représente un défi de taille. En tant qu'entités compétentes, le gouvernement du Tadjikistan et les professionnels de l'eau sont à eux seuls chargés de gérer le développement des infrastructures WASH. En outre, le président tadjik a personnellement apporté son soutien à la « Décennie de l'eau pour le développement durable » (2018-

2028), engageant ainsi le pays à mettre en œuvre une série de projets ambitieux.

Vers des modèles de financement innovants : les obligations à impact sur le développement

Oxfam effectue actuellement des recherches quant à la viabilité des obligations à impact sur le développement (Development Impact Bonds - DIB) dans le secteur de l'eau au Tadjikistan. L'approche est née de la nécessité d'identifier des modèles de financement alternatifs, apportant des investissements de capitaux conséquents pour étaler le coût des projets sur la durée. Les recherches effectuées dans ce secteur sont menées par l'ONG britannique Social Finance⁸, pionnière dans le développement d'obligations à impact social (SIB)⁹, et soutenues par les conseillers WASH d'Oxfam.

Les obligations à impact sur le développement représentent une forme de financement du développement émergente qui fournit du capital en amont pour financer des projets d'infrastructures grâce à des investissements privés. Les investisseurs reçoivent ensuite des bénéfices du gouvernement d'accueil et des bailleurs de fonds en fonction de l'impact social. Ce dernier est mesuré selon les nouveaux raccordements des ménages, la qualité de l'eau potable et d'autres résultats sociaux.

Dans le cadre de ce modèle, Oxfam occupe un rôle d'intermédiaire, cherchant à attirer les investisseurs, à développer un composant logiciel et à fournir un travail de suivi et d'évaluation. Un évaluateur externe (hors investisseurs, bailleurs de fonds, gouvernement du Tadjikistan et Oxfam) est chargé d'évaluer les progrès réalisés.

Les obligations à impact sur le développement représentent une pratique nouvelle au sein du secteur, et elles font l'objet de discussions quant à leur efficacité et pertinence¹⁰. Les recherches menées au Tadjikistan représentent une excellente occasion pour Oxfam de mieux comprendre la modalité et de tirer des enseignements pouvant être partagés à l'échelle mondiale.

Un environnement propice et équitable

Le recours à un tel mécanisme serait tout à fait novateur pour Oxfam et nécessiterait un travail de recherche, de préparation et de mise à l'essai conséquent avant d'être mis en œuvre à grande échelle. Tandis que ces options seront à l'étude, Oxfam travaillera aux côtés du réseau TajWSS et d'autres acteurs pour appuyer d'autres mécanismes pour l'investissement de capitaux au Tadjikistan.

Oxfam continuera précisément à soutenir la réforme actuelle du secteur de l'eau, en travaillant avec le gouvernement sur une nouvelle loi encourageant un environnement de marché à la fois attractif pour les investisseurs et équitable et redevable pour les usagers des services offerts.

Pour en savoir plus sur le programme, consultez :
www.oxfam.org.uk/wash-tajikistan

DE LA PRESTATION DE SERVICES À LA GESTION DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU AU TADJIKISTAN

Notes

¹ Banque mondiale. (2016). *Improved water source, rural (% of rural population with access)*. Programme commun de suivi (JMP) de l'OMS/UNICEF pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Extrait de <http://data.worldbank.org/indicator/SH.H2O.SAFE.RU.ZS?locations=TJ>. Dernière visite le 27/03/2017.

² B. Yodgorov et A. Lejeune (ed). (2016). *How We Set Up a Network of Partners to Achieve Greater Influence*. Extrait de <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/how-we-set-up-a-network-of-partners-to-achieve-greater-influence-610725>

³ Oxfam aux Philippines. (16 septembre 2016). Foire commerciale axée sur l'assainissement sur l'île de Bantayan. Extrait de https://philippines.oxfam.org/press_release/sanitation-market-fair-set-bantayan-island

⁴ Tajikistan Water Supply and Sanitation Network (TajWSS). *Law of the Republic of Tajikistan 'On Drinking Water and Supply'*. Extrait de <http://www.tajwss.tj/new/index.php/en/library-publications/policy-papers/247-law-of-the-republic-of-tajikistan-on-drinking-water-and-water-supply>

⁵ Commission économiques des Nations unies pour l'Europe et Organisation mondiale de la santé. (1999). Protocole sur l'eau et la santé. Extrait de <http://www.unece.org/?id=2975>. Dernière visite le 27/03/2017.

⁶ Le Tadjikistan se classe systématiquement premier pays au monde en termes de ratio transferts de fonds/PIB. En 2008, près de 50 % de son PIB provenait d'envois de fonds. Banque mondiale. (2015b). *Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB)*. Les estimations des experts de la Banque mondiale s'appuient sur la balance des paiements du FMI, et sur les estimations de PIB de la Banque mondiale et de l'OCDE. Extrait de <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>. Dernière visite le 27/03/2017.

⁷ Banque mondiale. (2015c). *Transferts personnels et rémunération des employés, reçus (\$US courants)</129 Estimations du personnel de la Banque mondiale basées sur les données de la balance des paiements du FMI*. Extrait de <http://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.CD.DT?locations=TJ>

⁸ Social Finance (a). *About Us*. Extrait de <http://www.socialfinance.org.uk/about-us/>

⁹ Social Finance (b). *Social Impact Bonds*. Extrait de <http://www.socialfinance.org.uk/services/social-impact-bonds/>

¹⁰ D. Green (2013). Development Impact Bonds and Impact Investing – genuine Impact, or snake oil? Extrait d'un article publié sur le blog From Poverty to Power : <https://oxfamblogs.org/fp2p/development-impact-bonds-and-impact-investing-genuine-impact-or-snake-oil/>

© Oxfam International juillet 2017

Ce document a été rédigé par Ian Goodrich. Oxfam remercie Orkhan Ali et Gulchehra Boboeva pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : hkuwabara@oxfam.org.uk

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Email policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-040-7 en juillet 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Traduction et relecture : François Kergoat et Barbara Scottu

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Photo de couverture : Ruby Wright/Oxfam

WE
WON'T
LIVE
WITH
POVERTY



OXFAM